



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 13/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Calcaires du Biterrois

Garrigue de Bayssan
34500 Béziers

Références : UD34/H3/MT/2024/079
Code AIOT : 0018300692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2024 dans l'établissement Calcaires du Biterrois implanté lieux-dits Garrigue de Bayssan, Brisefer 34350 Vendres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Calcaires du Biterrois
- lieux-dits Garrigue de Bayssan, Brisefer 34350 Vendres
- Code AIOT : 0018300692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Vendres exploitée par la société Calcaires du Biterrois est une carrière qui produit des matériaux calcaires.

Elle est implantée au sud et nord de l'autoroute A9, un tunnel permettant la liaison entre les 2 zones d'exploitation.

Au sud, se trouvent les installations de traitement (en location-gérance à la société CMSE depuis 2018), les bureaux, les stockages de produits finis et au nord, la zone en exploitation avec un concasseur primaire et un scalpeur.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 Sécheresse
- AN24 Trackdéchets RNDTS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation et cotes de fond de fouille	Arrêté Préfectoral du 06/07/2007, article 6	Sans objet
2	Prélèvements d'eau en situation de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet
3	Conditions d'admission des déchets inertes pour recyclage ou remblayage	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 à 9	Sans objet
4	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-3 et R.541-3-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de vérifier que l'établissement n'est pas soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel relatif à la sécheresse en date du 30 juin 2023, compte-tenu des volumes prélevés dans les eaux souterraines très inférieurs à 10 000 m³/an.

Concernant le contrôle et le suivi des matériaux inertes réceptionnés, pour remblayage ou recyclage, le service d'inspection n'a pas constaté d'écart par rapport aux prescriptions applicables.

Enfin, les conditions générales d'exploitation, notamment en ce qui concerne les cotes de fond de fouille, et la réalisation d'une fosse d'essai de pompage, respectent les dispositions fixées à l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation et cotes de fond de fouille

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2007, article 6
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation et cotes d'exploitation
Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral du 06/07/2007:

La cote minimale de fond de fouille est fixée à 18,5 m NGF en dehors de l'emprise de la zone du PIG [...] (article 6).

Le plan est mis à jour au moins une fois par an (article 6.4.6).

Déclaration n° DIOTA-231018-161733-373-001 ayant fait l'objet d'un récépissé du 18/10/2023:

Extrait de la déclaration: "Le projet d'essai de pompage vise la création d'un bassin au droit de la fosse nord, d'une surface d'environ 170 m² (17 m de long sur 10 m de large), et d'une profondeur de 10 m (soit un volume d'environ 1 700 m³) pour pouvoir atteindre la cote en fond de + 8.5 m NGF."

Arrêté préfectoral complémentaire du 06/02/2024 modifiant l'article 6.4.8 de l'arrêté du 06/07/2007:

La zone au Sud de la partie PIG est remblayée à la cote 31 m NGF puis en pente douce jusqu'au merlon périphérique Sud avec la cote finale de 30 m NGF au pied de ce merlon.

Le merlon périphérique Sud est rehaussé sur la totalité de son linéaire pour atteindre la cote finale de 39 m NGF.

Constats :

Le plan topographique de l'exploitation fait apparaître que la fosse prévue pour réaliser des essais de pompage, en cours de finalisation, respecte les caractéristiques prévues, avec en particulier une cote de fond de fouille à 17 m NGF actuellement.

Pour ce qui concerne les cotes topographiques prévues pour la zone Sud de l'A9 (article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/02/2024), le plan fait apparaître que l'exploitation est menée en concordance avec les prescriptions fixées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvements d'eau en situation de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau en situation de sécheresse

Prescription contrôlée :

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Constats :

L'inspection a permis de constater que l'établissement a prélevé en 2023 un volume de 3982 m³ dans les eaux souterraines. Depuis le début 2024, le volume prélevé est de 310 m³.

Il apparaît que les modalités de suivi des prélèvements ont été fiabilisées courant 2023, les chiffres antérieurement déclarés étant peu fiables du fait de compteurs défectueux ou insuffisants.

Le débit étant très inférieur à 10 000 m³, l'établissement n'est pas soumis à l'arrêté ministériel "sécheresse" du 30/06/2023. En effet, les usages de l'eau sont essentiellement sanitaires, et liés à l'abattage des poussières sur les pistes, par un réseau d'asperseurs et une tonne à eau; en

l'absence de lavage des matériaux, les utilisations "industrielles" correspondent au lavage des engins, ainsi qu'au lavage des bâtiments abritant les installations de traitement des matériaux (installations en location-gérance à la société CMSE).

L'inspection a en outre permis de constater que l'exploitant a pris conscience des enjeux liés à la consommation d'eau, par un suivi de situation de la ressource en eau concernée (Bassin versant de l'Aude aval, Berre et Rieu - 13) selon l'arrêté départemental "sécheresse", et par la mise en œuvre de dispositions en vue de limiter les prélèvements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions d'admission des déchets inertes pour recyclage ou remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 à 9

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets inertes pour recyclage ou remblayage

Prescription contrôlée :

Article 3:

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. [...]

Article 5:

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable [...]

Article 7:

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Article 9:

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Il a été vérifié que l'exploitant a mis en place d'une procédure d'acceptation préalable, qui intègre pour ce qui concerne les déchets bitumineux le contrôle de la présence de HAP et d'amiante. Cette procédure répond aux exigences des articles 3 et 5 de l'arrêté ministériel du

12/12/14. Le registre des déchets entrants, et le registre des refus (essentiellement suite au contrôle visuel permettant de constater des cas d'insuffisance de tri) ont été contrôlés. Ils n'appellent pas d'observations au regard de l'article 9 de l'arrêté précité, et au regard de l'article 12.3.III de l'arrêté ministériel relatif aux exploitations de carrières du 22/09/94. En particulier la zone de dépôt des matériaux inertes utilisés en remblayage est enregistrée sur le registre, et les tests nécessaires pour la vérification de la conformité des matériaux apparaissent bien réalisés et tracés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-3 et R.541-3-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article R.541-3:</u> I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [..]</p> <p><u>Article R.541-3-1:</u> I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. [...]</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
Constats :

Il a été vérifié que la société tient un registre informé des déchets entrants (recyclables et destinés au remblayage) conformément à l'article R.541-43 du Code de l'environnement. Concernant les terres excavées, qui sont destinées au remblayage de la carrière, elles sont déclarées sur le registre national RNTDS conformément à l'article R.541-43-1.

Type de suites proposées : Sans suite